



HAL
open science

CONVERGENCES ET DIVERGENCES DANS LES ÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES EN EUROPE

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. CONVERGENCES ET DIVERGENCES DANS LES ÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES EN EUROPE. Revue de l'Institut de géopolitique des populations, 2000, pp.17-42. halshs-01309932

HAL Id: halshs-01309932

<https://shs.hal.science/halshs-01309932>

Submitted on 1 May 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Convergences et divergences dans les évolutions démographiques en Europe

Foyer de peuplement ancien, l'Europe est, au tournant du millénaire, démographiquement marquée par deux processus fondamentaux : le premier concerne la concentration spatiale de la population au profit des agglomérations métropolitaines et au détriment relatif des villes moyennes et du monde rural qui, souvent, se dépeuple ; le second est un affaiblissement général de la fécondité, accentuant le vieillissement de la population. Tous les pays d'Europe ont désormais une fécondité inférieure au taux de remplacement des générations, et l'Europe est le seul continent à enregistrer un taux d'accroissement naturel négatif.

Cet excédent des décès sur les naissances constaté au niveau de l'Europe dans son ensemble se mesure également dans treize pays sur quarante et dans plusieurs dizaines de régions. Il résulte de la convergence à la baisse de la fécondité qui s'est déroulée en plusieurs étapes des années 1960 aux années 1990. Il a pour conséquence essentielle le vieillissement de la population. Ainsi la question du financement des retraites est d'une actualité permanente, dans tous les pays, car le nombre d'actifs pour un retraité diminue partout¹. La "vieille Europe"² devient un pays de vieux, et ceux qui rêvent de miracles permettant de résoudre sans efforts les déséquilibres démographiques croissants entre les générations auront de sérieuses déconvenues. Cette convergence fondamentale suscite des rapports, des propositions de loi, des changements de réglementation, des procès³, des manifestations, des controverses.

Néanmoins, le processus de convergence de la fécondité laisse apparaître des divergences comme si le rideau de fer qui s'est effondré en 1989 exerçait encore des effets démographiques. En effet, les pays anciennement sous l'emprise soviétique cumulent les fécondités les plus basses, ayant rejoint les lanternes rouges mondiales qu'étaient l'Italie et l'Espagne. En outre, ils cumulent les conditions de mortalité les plus défavorables.

Le propos de ce texte est de mettre l'accent sur les principales analogies et différences démographiques entre les quarante-deux États⁴ européens, qui pèseront au cours du XXI^e siècle, puisqu'il faut environ un siècle pour renouveler une population. Les principales divergences concernent le peuplement, les conditions de mortalité et les systèmes migratoires.

Une divergence historique

Une première divergence est notamment le fruit de la longue histoire démographique de l'Europe, le peuplement européen d'aujourd'hui ne pouvant se comprendre sans considérer celui d'hier.

Parce que la démographie est une science de la longue durée⁵, la connaissance du passé y est essentielle. Ainsi les trois foyers de peuplement les plus importants de la planète au début du XXI^e siècle (Asie de l'Est avec le monde chinois, Centre et Sud Asie avec le sous-continent indien, Europe occidentale et médiane) avaient déjà une grande importance démographique relative avant l'ère chrétienne. Parmi les vingt cinq principales agglomérations mondiales actuelles, plusieurs d'entre elles, comme Calcutta, Pékin, Shanghai, Le Caire, Paris ou Londres, ont depuis longtemps été de grandes villes avec un peuplement relativement important compte tenu du taux d'urbanisation de chaque époque. Si nous considérons les cinquante premières agglomérations françaises actuelles, les deux tiers sont d'anciennes cités gallo-romaines. Deux autres (Lens et Thionville) sont mentionnées dès le Haut Moyen-Age⁶. A l'instar de ces exemples, les divergences actuelles de densité des populations européennes résultent de différences anciennes.

Aujourd'hui comme hier, le peuplement de l'Europe se concentre dans la partie occidentale de son territoire. Partant des pays aux densités les plus élevées, celles des autres États s'abaissent généralement en fonction de leur éloignement des premiers.

Les pays les plus denses correspondent à la dorsale européenne, héritage de la dorsale carolingienne. Du Royaume-Uni à l'Italie en passant par le Benelux, l'Allemagne et la Suisse, les densités nationales sont toutes supérieures à 150 habitants/km². Si l'on excepte les États les plus petits, comme Malte, Saint-Marin ou Monaco, les plus hautes densités se constatent aux Pays-Bas (387 habitants/km²) et en Belgique (335)⁷.

Un second niveau de peuplement comprend des pays ayant une densité comprise entre 100 et 150 habitants/km². Plusieurs d'entre eux sont limitrophes des pays de la dorsale, comme la France, le Danemark, la Pologne ou la République Tchèque. Les autres en sont un peu plus éloignés, comme le Portugal, la Slovaquie, la Hongrie, la Serbie, l'Albanie et la Moldavie.

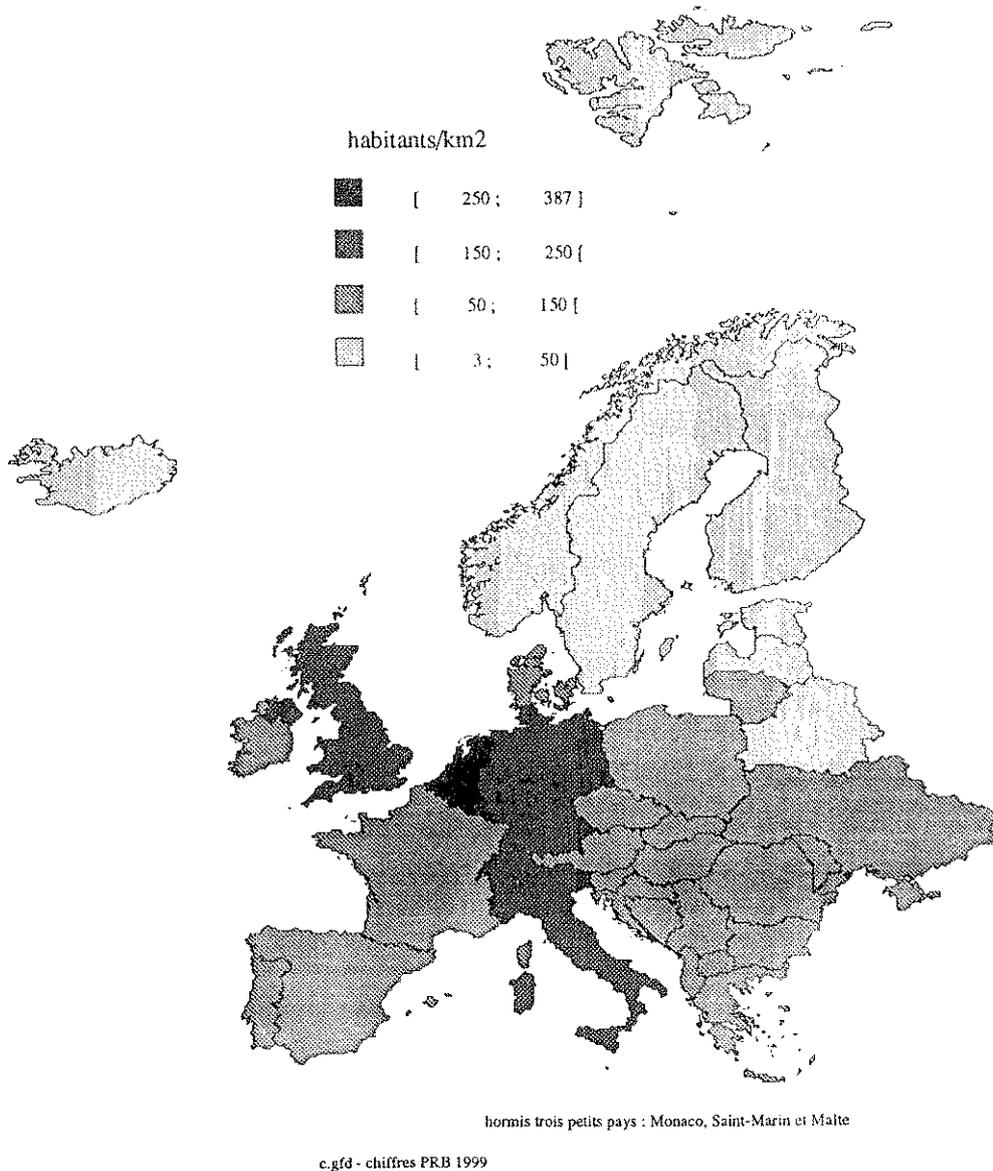
Les autres pays d'Europe à densité plus faible, comprise entre 50 et 100 habitants/km², se situent pour la plupart en Europe centrale et orientale (Autriche, Ukraine, Roumanie, Bulgarie) et en Europe du Sud (Bosnie, Croatie, Grèce, Macédoine, Slovénie). S'y ajoutent l'Irlande, l'Espagne et la Lituanie.

Enfin, le quatrième et dernier niveau dans la densité des pays européens se mesure dans le Nord et l'Est : moins de 50 habitants/km² en Lettonie, Estonie, Finlande, Suède, et Norvège et seulement 3 en Islande. A l'Est, la Biélorussie compte 49 habitants/km² et l'immense Russie (trente et une fois la superficie de la France) seulement 9 habitants/km².

Un rideau de fer démographique dans les conditions de mortalité

Outre cette disparité de peuplement dont la compréhension nécessite d'une part de remonter à des époques lointaines, d'autre

part d'examiner les spécificités de la transition démographique dans chaque pays, les autres divergences renvoient à la grande coupure politique de l'Europe au XX^e siècle⁸, et concernent tout particulièrement la mortalité infantile, l'espérance de vie et la mortalité générale.



La densité en Europe (Russie non comprise)

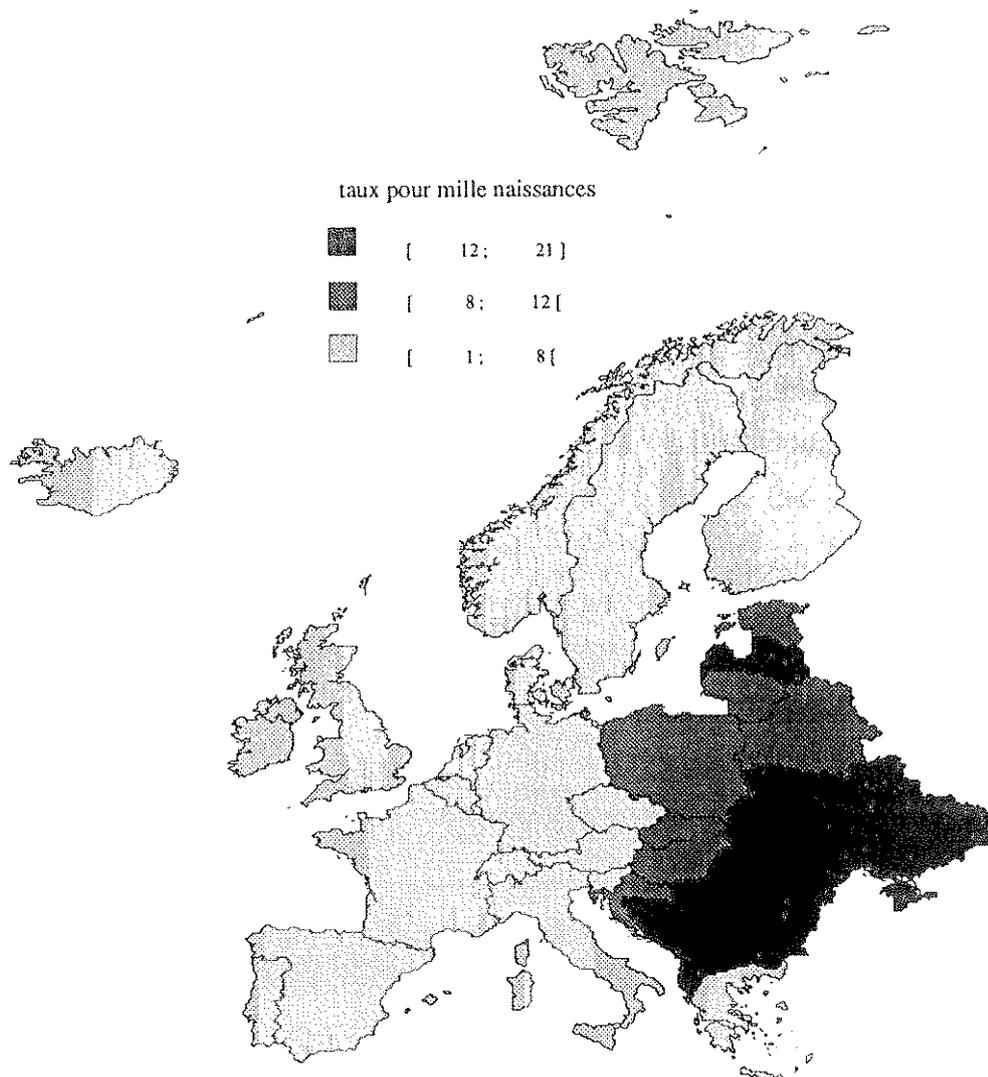
La mortalité infantile, qui mesure le nombre de nouveau-nés décédés avant d'atteindre leur premier anniversaire pour mille naissances vivantes, met en évidence les contrastes territoriaux avec une frontière démographique qui rappelle le rideau de fer. En effet, à l'Est⁹ de l'Europe, dix-sept pays, sur les dix-neuf ayant connu un

régime communiste¹⁰, enregistrent un taux de mortalité infantile égal ou supérieur à 8 pour mille naissances¹¹. Seules la Slovénie et la République tchèque, les deux pays les plus occidentaux de l'Est ex-communiste, du point de vue géographique, font exception. En revanche, à l'Ouest¹², les vingt-trois pays n'ayant jamais connu de régime communiste ont tous une mortalité infantile égale ou inférieure à 7¹³. Une dizaine d'entre eux ont même une mortalité infantile inférieure à 5 pour mille, moins de la moitié de la moyenne de l'Europe orientale.

Cette divergence dans les taux de survie lors de la première année de vie se retrouve, dans l'espérance de vie à la naissance et donc dans la moyenne des taux de survie, aux différents âges. Les vingt-trois pays n'ayant jamais été dirigé par un gouvernement communiste, plus la Slovénie, ont tous une espérance de vie à la naissance égale ou supérieure à 75 ans. De l'autre côté de l'ancien rideau de fer, dix huit pays sur dix neuf ont une espérance de vie à la naissance égale ou inférieure à 74 ans. Parmi ceux-ci, les chiffres les plus faibles, inférieurs à 70 ans, se constatent parmi quatre pays de l'ex-U.R.S.S. – Biélorussie, Moldavie, Russie et Ukraine – ainsi qu'en Roumanie. Cette différenciation dans la longévité de la vie entre l'Est et l'Ouest se retrouve que l'on considère le sexe masculin ou le sexe féminin.

La troisième divergence concernant les conditions de mortalité n'est pas, dans une certaine mesure, surprenante compte tenu de ce qui précède : en effet, le taux de mortalité dépend des taux de survie par âge, mais aussi de la composition par âge et par sexe. Or, les pays de l'ancien bloc soviétique n'ont pas nécessairement la composition par âge la plus vieillie, d'autant que leur fécondité est généralement demeurée, pendant les années 1960-1970, à une moyenne plus élevée que celle de la plupart des pays de l'Ouest. En conséquence, les taux de mortalité sont les plus faibles – égaux ou inférieurs à 8 pour mille – dans les pays d'Europe dont la structure par âge est la plus jeune : Albanie, Islande, Malte, Macédoine et Bosnie. A l'opposé, les taux élevés de mortalité s'expliquent davantage par de mauvaises conditions médicales que par la composition par âge : le taux de mortalité est ainsi égal ou supérieur à 12 pour mille dans six pays de l'ex-U.R.S.S. – Ukraine,

Lettonie, Russie, Estonie, Biélorussie, Moldavie –, et trois ex-démocraties populaires – Bulgarie, Hongrie et Roumanie –, même si les deux effets s'exercent dans des proportions fort différentes selon les pays considérés. Les autres pays d'Europe ont des taux de mortalité compris entre 9 et 12 pour mille : ce taux est poussé à la hausse soit en raison d'un vieillissement accentué de la population (Suède et Italie), soit du fait d'un système sanitaire insuffisamment efficient (ex-pays de l'Est).



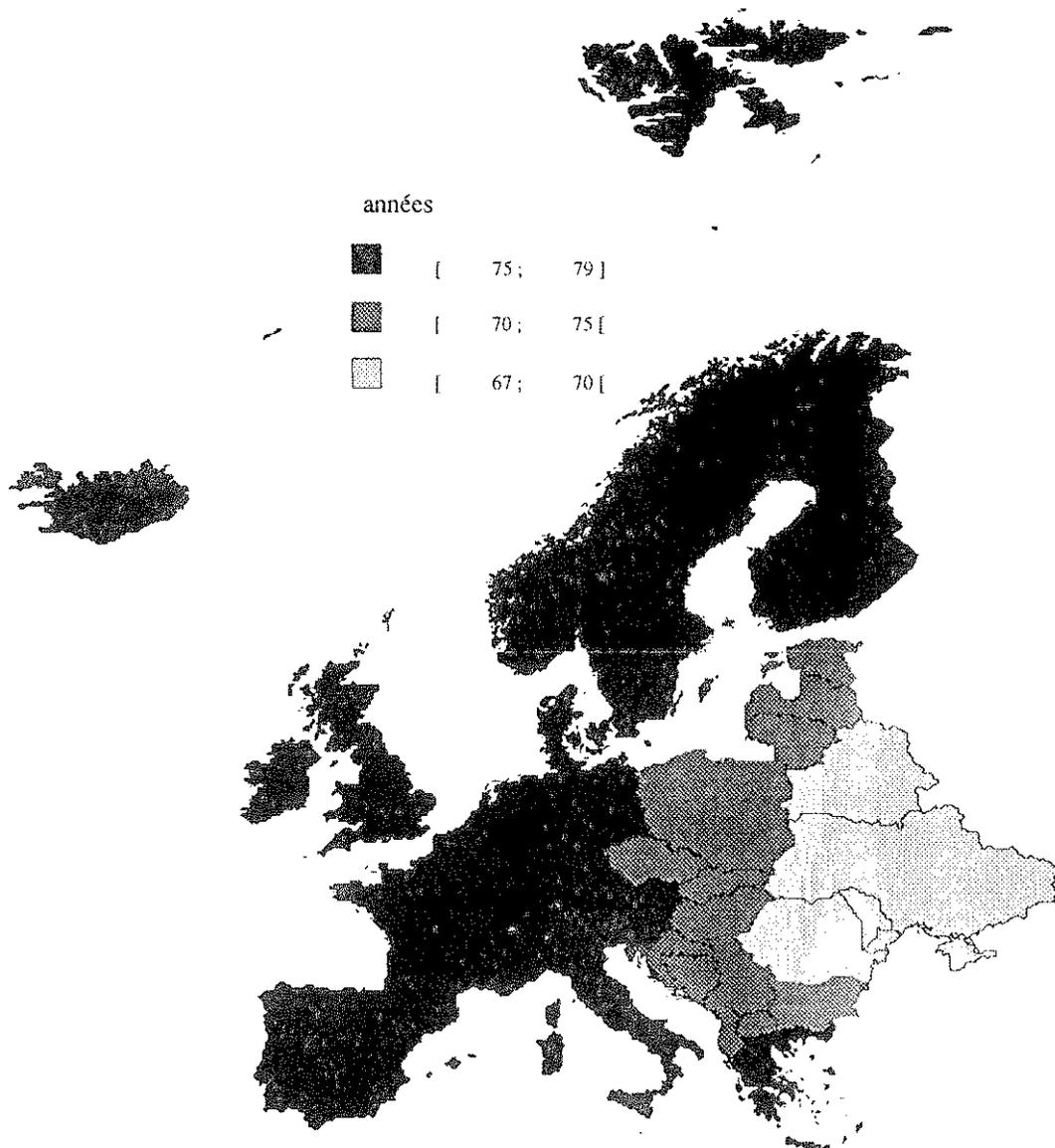
c.Gérard-François Dumont - chiffres PRB 1999

La mortalité infantile en Europe

Les deux révolutions épidémiologiques

Ces divergences dans les conditions de mortalité entre les anciens pays communistes et les autres pays européens, et tout

particulièrement la Russie, méritent explication. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la généralisation à l'ensemble de l'Europe d'une mortalité constamment atténuée paraît acquise. Tous les pays européens semblent aptes à faire fonctionner des réseaux sanitaires permettant de faibles mortalités infantiles et maternelles. Effectivement, les règles d'hygiène désormais connues, et les moyens de lutte contre les maladies infectieuses et parasitaires s'améliorent, augmentant les probabilités de survie des nouveau-nés, tandis que le suivi médical régulier des femmes enceintes se généralise.



c.Gérard-François Dumont - chiffres PRB 1999

L'espérance de vie (totale) en Europe

Certes, dans les années 1960, l'U.R.S.S. et la plupart des pays communistes connaissent un certain retard dans la baisse de la mortalité infantile par rapport aux pays de l'Europe de l'Ouest, mais celle-ci est alors considérée comme le fruit d'un décalage antérieur susceptible de se résorber. Or, dans ces mêmes années 1960-1970, l'Europe de l'Ouest entreprend de poursuivre la lutte contre la mortalité en développant des outils de prévention et des moyens de combattre les causes non infectieuses de la mortalité. Par rapport aux méthodes antérieures de lutte contre les maladies infectieuses, une telle action nécessite un réseau sanitaire plus souple, plus mobile, plus attentif aux évolutions de la carte sanitaire et capable de s'y adapter rapidement. Les campagnes de prévention faisant appel à la responsabilité des individus, les services médicaux d'urgence, les systèmes d'alerte, les soins à domicile se développent et la mortalité recule à des âges de plus en plus élevés. Les taux de mortalité infantile tombent à l'Ouest nettement en dessous de dix pour mille naissances, et même à moins de sept pour mille naissances dans tous les pays d'Europe occidentale.

En revanche, dans la quasi-totalité des pays d'Europe de l'Est, les taux de mortalité infantile demeurent supérieurs ou égaux à dix ; ils ne parviennent donc pas à poursuivre leur baisse et augmentent à nouveau dans certains pays. La Russie (avec 17 pour mille en 1999) enregistre un des chiffres les plus élevés d'Europe, plus du triple de ceux de l'Europe de l'Ouest, et plus élevé que dans les années soixante.

L'évolution de l'espérance de vie à la naissance conduit à une géographie européenne analogue distinguant l'Europe de l'Est de celle de l'Ouest. Par exemple, l'espérance de vie à la naissance du sexe masculin baisse de 68 ans en 1974 à 62,7 ans en 1998 au Biélorussie.

Pour expliquer ces différences, il faut bien constater que le système soviétique, sans doute aussi efficace que celui de l'Europe de l'Ouest pour la lutte contre les maladies infectieuses, s'est révélé trop centralisé et bureaucratique pour avancer dans le second stade du "combat" contre la mortalité¹⁴. Les difficultés de gestion du système, aggravées par celles face à la prévention de l'alcoolisme,

ont même provoqué une dégradation sanitaire, entraînant certaines années une augmentation de la mortalité infantile et une diminution de l'espérance de vie à la naissance.

Dix ans après la chute du rideau de fer, l'héritage du système soviétique continue donc à marquer la géographie des conditions de mortalité en Europe¹⁵.

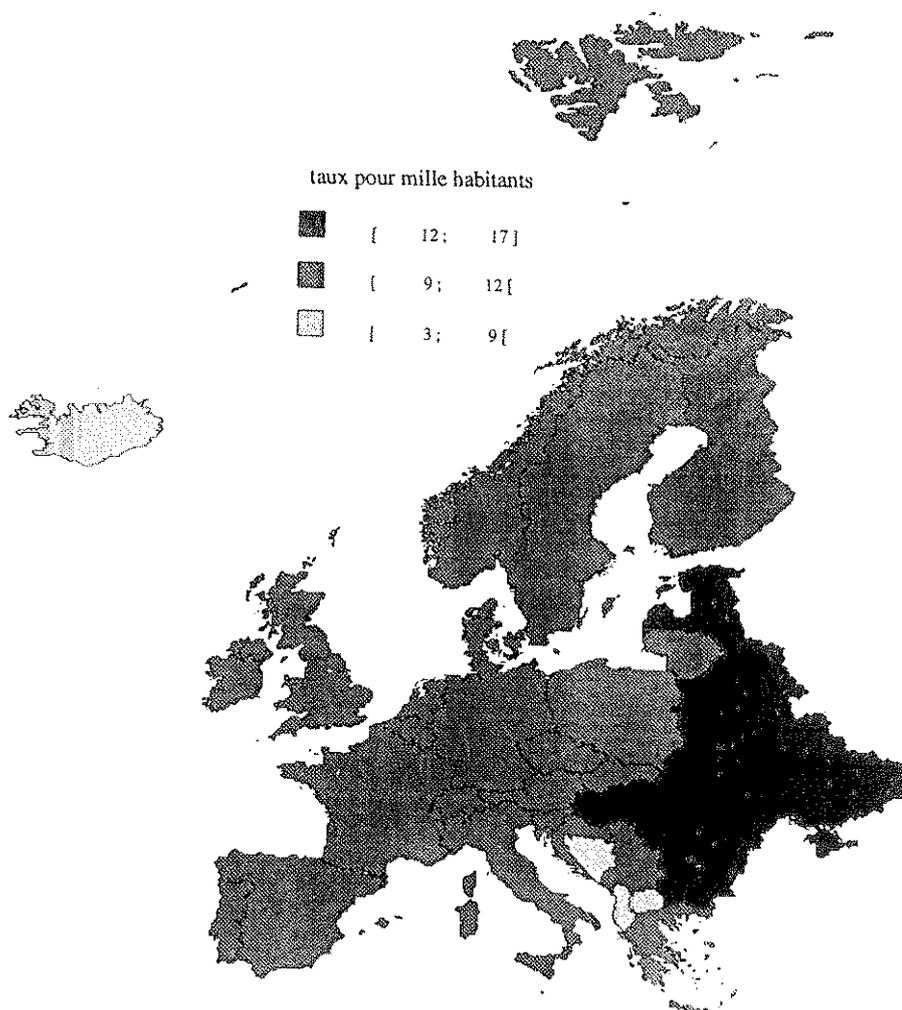
Des systèmes migratoires différenciés

Outre celles concernant le peuplement, la mortalité infantile, et l'espérance de vie, une autre divergence importante concerne les migrations internationales, même s'il n'est pas aisé de résumer une situation complexe et d'ailleurs mal mesurée¹⁶.

Le système migratoire des pays de l'Ouest n'a guère changé depuis l'implosion soviétique, même si l'Allemagne a bénéficié d'un apport important, tout particulièrement avec l'arrivée de personnes de souche allemande qui résidaient auparavant dans les pays de l'Est. L'Europe de l'Ouest demeure¹⁷ un espace d'immigration¹⁸ et renforce même cette caractéristique avec la généralisation de son attirance migratoire pour des pays européens qui étaient traditionnellement d'émigration : l'Italie abandonne son solde migratoire auparavant négatif d'abord de 1972 à 1980, puis de façon permanente depuis 1988 ; l'Irlande, qui a été, compte tenu de sa population, le plus important foyer d'émigration européenne depuis le XIX^e siècle, commence à enregistrer des soldes migratoires positifs certaines années de la décennie 1980, puis depuis 1990 ; le Portugal, terre d'émigration sous le régime totalitaire précédant la "révolution des œillets", enregistre un solde migratoire positif de 1974 à 1981, puis depuis 1993 ; l'Espagne, auparavant pays d'émigration, après diverses oscillations depuis 1969, enregistre un solde migratoire positif depuis 1991 ; de même, la Grèce compte un solde migratoire positif depuis les années 1970.

Par rapport à cette convergence des systèmes migratoires des pays de l'Europe de l'Ouest, l'Europe de l'Est offre des spécificités liées essentiellement au développement d'une certaine liberté

migratoire permise par l'implosion soviétique. La première spécificité correspond à des migrations de minorités ethniques, phénomène quasiment inconnu à l'Ouest. Outre les minorités allemandes (en Pologne, en Hongrie, en Roumanie et dans l'ex-U.R.S.S.) évoquées ci-dessus, il s'agit de minorités hongroises (en Roumanie et en Slovaquie), polonaises (en Ukraine, au Kazakhstan et en Sibérie), russes (dans les pays baltes), finlandaises (en Russie et en Estonie), grecques (dans la région du Pont de l'ex-U.R.S.S.) et, enfin, turque (en Bulgarie). Toujours dans la catégorie des migrations ethniques ou plutôt religieuses, il faut malheureusement citer les multiples déplacements provoqués par les guerres dans l'ex-Yougoslavie (Croatie, Bosnie, Kosovo).



c.Gérard-François Dumont - chiffres PRB 1999

Les taux de mortalité en Europe

La seconde spécificité des mouvements migratoires de l'Europe de l'Est est leur prédominance interrégionale, infirmant ceux qui

avaient craint le déferlement d'une "vague blanche" de l'Europe de l'Est sur l'Europe de l'Ouest, et confirmant les analyses que j'avais conduites à l'époque¹⁹. Alors que la circulation des habitants de l'Europe de l'Est est facilitée, car la plupart des pays de l'O.C.D.E. n'exigent pas de visas à l'entrée de leur territoire pour les ressortissants de certains pays d'Europe centrale et orientale, prédomine la régionalisation des mouvements migratoires et non de massifs déplacements Est-Ouest.

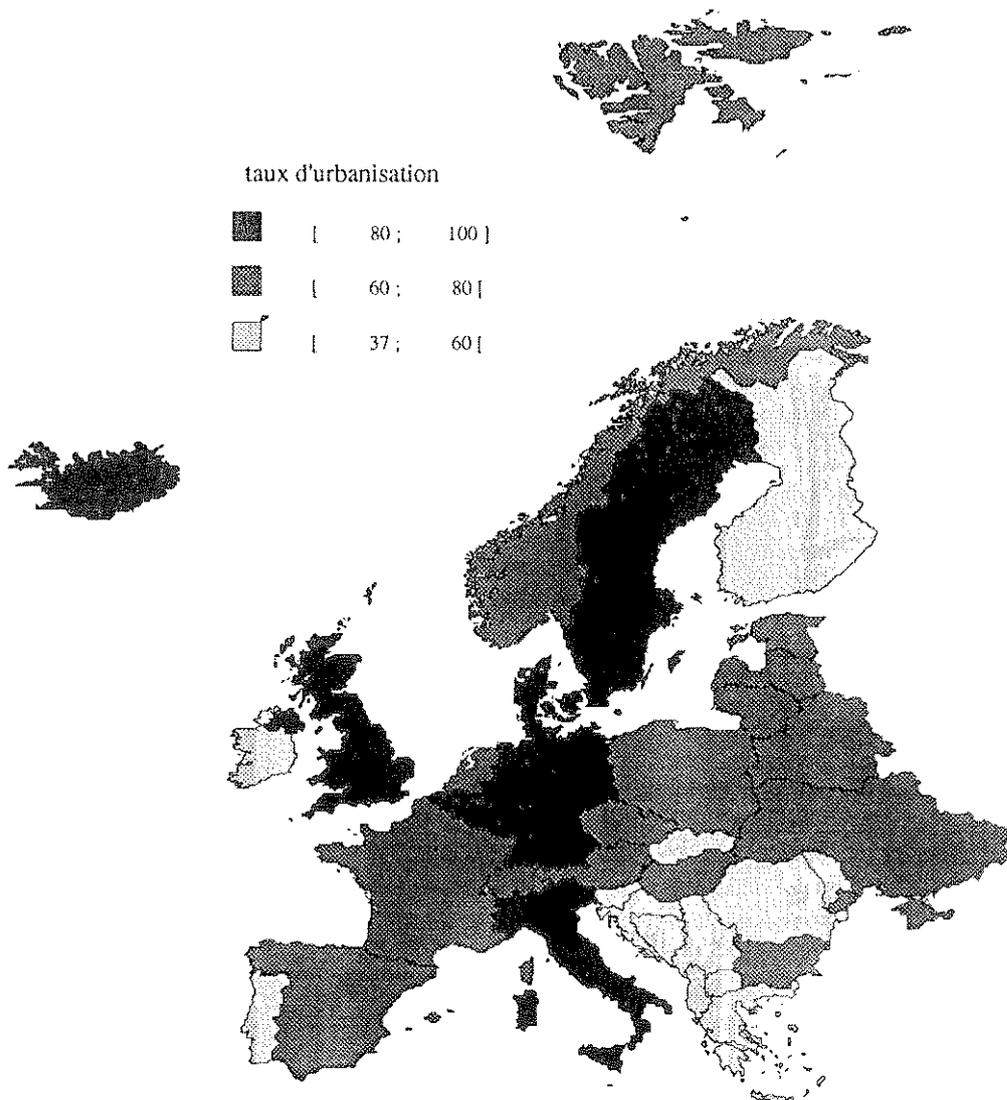
L'exercice d'une fonction de transit vers l'Europe de l'Ouest est une troisième spécificité de certains pays de l'Europe de l'Est, car, pour ces migrations de transit, l'ouverture des frontières de l'Est est une aubaine. D'ailleurs, ce transit ayant déjà été organisé par les régimes communistes, il correspond à des réseaux déjà en place, même s'il ne sont plus pilotés, directement ou indirectement, par des autorités publiques. Cette fonction de transit des pays de l'Est devrait cependant être limitée par la mise en place de politiques de maîtrise des flux, d'ailleurs encouragée dans le cadre d'accords internationaux.

Face aux importantes divergences constatées au tournant du millénaire entre l'Europe de l'Ouest et celle de l'Est, on découvre d'extraordinaires convergences concernant de grands processus démographiques en cours : les migrations internes, la fécondité, l'accroissement naturel, et le vieillissement.

Les processus d'urbanisation

Exceptés l'Albanie, la Bosnie et le Portugal, le taux d'urbanisation est partout élevé : il dépasse 50%, souvent 80% et demeure en augmentation²⁰. Pendant un siècle et demi, la croissance urbaine, plus forte que les croissances générales, a été portée par l'émigration rurale permise par la hausse de la productivité agricole ; aujourd'hui, ce facteur continue à exercer des effets en Europe méridionale et en Europe orientale, mais il s'est largement tari en Europe occidentale du fait de l'amointrissement des effectifs de la population rurale, diminution justement issue de l'émigration antérieure.

Après le développement radioconcentrique des villes, sont apparues dans la seconde moitié du XX^e siècle de nouvelles centralités urbaines, conséquences de mutations économiques. Tandis que les centres-villes, fréquemment réhabilités, demeurent les espaces de plus forte densité, des entreprises industrielles et tertiaires ont souvent quitté ces centres-villes pour s'installer en périphérie où elles bénéficient de superficies plus grandes à des coûts moins élevés, et d'échanges facilités avec leurs fournisseurs et leurs clients moins dépendants de la congestion des centres. En outre, les firmes – notamment en raison du développement des activités de service aux entreprises – ont développé leur esprit grégaire et rejoint les zones d'activité créées dans les espaces périurbains.



c.Gérard-François Dumont - chiffres PRB 1999

L'urbanisation en Europe

Cette évolution de la localisation des activités, qui se déploie également dans les nouvelles économies de marché de l'Est, modifie profondément le peuplement urbain. Auparavant, il s'agissait de choisir son domicile essentiellement en fonction des déplacements radiaux nécessaires pour se rendre à son travail comme pour d'autres activités (consommation, loisirs...). Désormais, nombre de lieux de travail, de centres commerciaux, d'activités ludiques sont localisés dans l'espace périurbain. Le choix géographique du domicile peut être plus diffus, et la proportion des déplacements périphériques augmente au détriment des déplacements radiaux. Dans plusieurs pays, les pouvoirs publics ont multiplié les équipements de transport en banlieue et en grande banlieue : création et prolongements de lignes de métro ou de tramway, réalisation de réseaux ferrés régionaux, multiplication d'autoroutes périurbaines... Tout cela a facilité un processus d'étalement de la ville.

Le monde urbain est désormais marqué par une différenciation de plus en plus accentuée selon les espaces considérés, d'ailleurs aggravée par l'application des lois sur le logement et l'urbanisme qui encouragent des systèmes de zonage²¹. Les centres-villes accueillent principalement une population jeune, composée de célibataires ou de jeunes couples, ainsi qu'une population âgée. A l'opposé, les communes situées aux franges des agglomérations accueillent des familles avec enfants aspirant à un cadre de vie plus agréable. Entre les deux, les situations sont plus variées, comprenant entre autres les grands ensembles sociaux des années 1960. Fruits d'une idéologie urbaine rationaliste, ils étaient sans doute utiles pour remplir une fonction de transit entre le rural et un meilleur logement, ou entre le pays d'émigration et de meilleures conditions d'habitat. Mais le caractère peu accueillant de ces grands ensembles s'accroît lorsque la population qui y réside a peu d'espoir de les quitter. La composition démographique de chaque quartier des agglomérations se trouve donc de moins en moins hétérogène, et les ségrégations spatiales plus fortes.

Une autre diversification spatiale s'effectue entre le monde urbain et le véritable monde rural. En effet, on ne peut plus parler de monde rural à propos des espaces peu denses situés à la

périphérie des agglomérations dont les habitants ont un mode de vie urbain et des activités dépendantes de la ville. Aussi ai-je proposé, pour intituler ce phénomène, le terme de "para-urbanisation"²² ou périurbanisation d'agglomération en le définissant ainsi : « Processus conduisant au peuplement d'espaces situés à la périphérie des agglomérations par des populations exerçant leurs activités professionnelles dans l'agglomération ».

Au-delà, le véritable monde rural comprend l'ensemble des espaces qui ne relèvent ni du périurbain, ni de la paraurbanisation. Dans ces espaces, le vieillissement de la population est plus intense, avec des proportions de jeunes en diminution et de personnes âgées en augmentation, sous le double effet d'une fécondité affaiblie et d'un système migratoire qui enregistre l'émigration des jeunes adultes vers les agglomérations importantes et, parfois, une immigration de retraités.

Un phénomène, nouveau par son importance accrue, tient donc à la différence de composition par âge selon les espaces : structure par âge très vieillie dans les espaces ruraux souvent en perte de population, structure par âge moins vieillie dans les espaces urbains où habitent des populations exerçant leur activité professionnelle, en proportion croissante, dans des activités nouvelles.

Les quatre étapes de la convergence à la baisse de la fécondité

Après le processus d'urbanisation, la seconde convergence européenne concerne la fécondité. Entité démographique singulière, l'Europe se distingue des autres continents par une transition démographique terminée²³, un accroissement naturel négatif (- 0,1% selon les chiffres 1999 du PRB). Ce dernier résulte d'abord d'une faible natalité (10 pour mille), elle-même dépendante d'une basse fécondité. L'Europe se présente comme le continent du non-remplacement des générations. A des rythmes différents, selon un calendrier variable, tous ses pays sans exception²⁴ ont convergé à la baisse pour finalement connaître une fécondité inférieure au niveau de simple remplacement des générations²⁵.

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe connaît une renaissance démographique générale, même si elle enregistre, selon ses pays, des écarts de fécondité qui ne correspondent pas à la coupure politique qui vient d'être imposée. La fécondité la moins élevée se constate dans un large couloir central allant de la Suède à l'Italie, comprenant des pays de l'Ouest (Allemagne de l'Ouest, Autriche, Suisse, Italie, Grèce), comme des pays du bloc soviétique (Pays Baltes, Allemagne de l'Est, Bulgarie, mais aussi Ukraine). Les autres pays européens, jusqu'au milieu des années 1960, supplantent en fécondité les pays de cette zone centrale. Différentes étapes vont ensuite rythmer la baisse de la fécondité et sa généralisation à l'ensemble de l'Europe.

La première se situe dans les années 1960. Chaque année, un ou plusieurs pays enregistrent une diminution des naissances par rapport à l'année précédente : la Belgique en 1960, les Pays-Bas, l'Espagne et l'Italie en 1965, le Danemark et la Suède en 1967, la Norvège en 1970, puis la France en 1975. La fécondité commence à s'orienter nettement à la baisse, surtout en Europe du Nord : le Finlande, la Suède et le Danemark passent en dessous du seuil de 2,1 enfants par femme en 1969²⁶, mais la fécondité moyenne de l'Europe reste à cette période nettement supérieure au niveau de remplacement des générations.

Le début des années 1970 ouvre une seconde étape avec l'augmentation du nombre de pays dont la fécondité passe en dessous de 2,1 : le Luxembourg en 1970, l'Autriche et la Belgique en 1972, le Royaume-Uni en 1973. Comme la fécondité diminue presque partout, l'Europe de l'Ouest – toujours au sens politique – glisse en-dessous du seuil de remplacement vers 1974, l'année même où la France, qui se trouve dans une situation moyenne, le franchit. A cette époque, les pays européens les plus féconds sont l'Irlande (3.63 enfants/femme), l'Espagne (2.89), le Portugal (2.68), la Grèce (2.38), et l'Italie (2.33) et bien peu imaginent que ces pays vont suivre le mouvement ; or, ils le feront à un rythme accéléré.

L'Italie inaugure la troisième étape 1977-1982 de baisse de la fécondité européenne pendant laquelle l'Europe méridionale atteint le non-remplacement : l'Espagne et la Grèce en 1981, le Portugal en

1982. Un seul pays de l'Ouest reste alors dans une situation singulière, l'Irlande, dont la fécondité se situe encore à 2,95 enfants par femme en 1982, et qui tombera en-dessous de 2,10 enfants par femme en 1991.

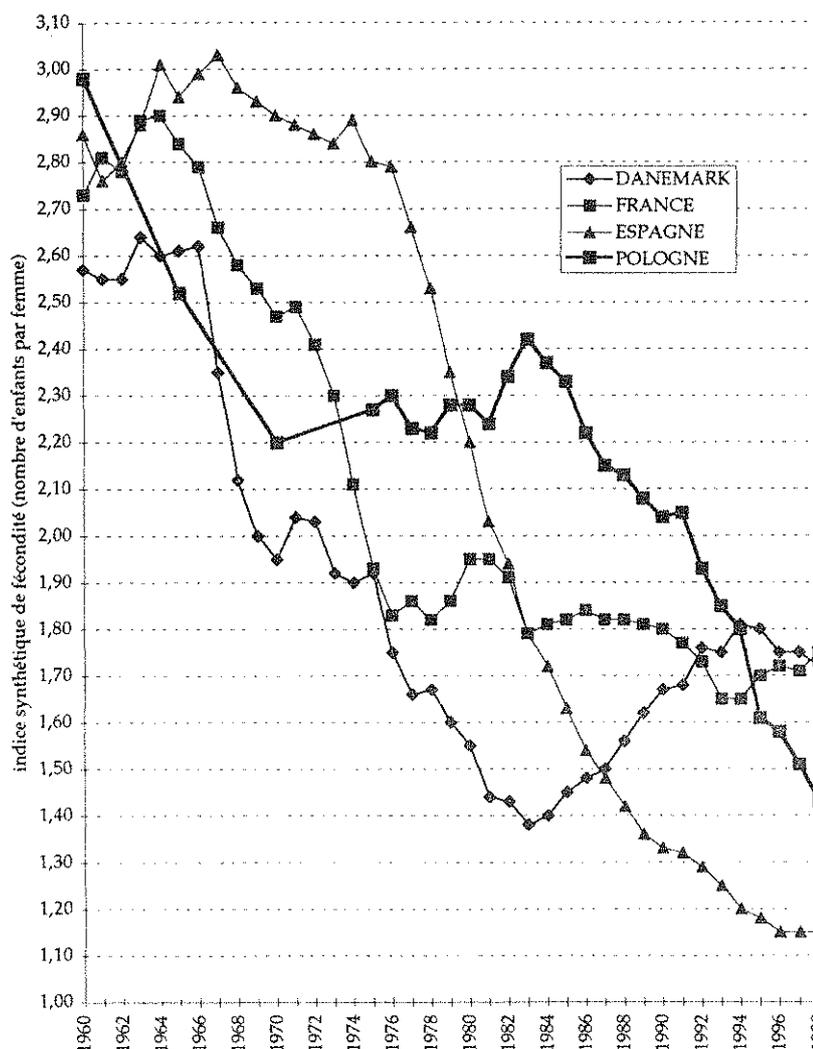
Durant les trois étapes de convergence à la baisse de la fécondité en Europe de l'Ouest, citées ci-dessus, la situation des pays se trouvant sous influence soviétique reste originale. Il s'agit de sociétés fermées aux mouvements migratoires (à l'exception de quelques travailleurs des pays "frères"), aux flux touristiques, aux sources d'information occidentale... La majorité de la population ne peut s'approvisionner en outils contraceptifs modernes. Les pouvoirs publics décident de mettre en place, comme outil de contrôle des naissances, l'avortement : leur nombre dépasse souvent celui des naissances et le taux d'avortement atteint parfois 3 ou 4 pour une naissance. Les comportements de nuptialité restent semblables à ceux des années 1950 et le calendrier des naissances continue de laisser la place à une natalité précoce.

Néanmoins l'évolution apparaît chaotique, car les politiques autoritaires sont mouvantes et viennent parfois changer brutalement les conditions démographiques. Ainsi, l'avortement, qui avait été légalisé progressivement dans les différents pays soviétiques à partir de 1955, fait l'objet de diverses restrictions sans mise en œuvre d'autres outils de contrôle de la fécondité. La décision la plus spectaculaire intervient en octobre 1966 en Roumanie avec la suppression sans préavis de l'avortement légalisé, ce qui entraîne un doublement des naissances en 1967 par rapport à l'année précédente. La possibilité d'avorter se trouve également réduite en Bulgarie en 1968 et en Hongrie en 1973, car ces pays s'inquiètent de la diminution de leur natalité.

Là où la fécondité est la plus faible, comme en Allemagne de l'Est, dont la population a aligné depuis 1945 son comportement sur celui de l'Allemagne de l'Ouest, les gouvernements mettent en œuvre des politiques qui favorisent une reprise de la fécondité (1976 et années suivantes).

Sous le régime soviétique, la fécondité résiste généralement à la

baisse dans les pays de l'Est. Puis, avec l'implosion des régimes communistes, elle descend à un rythme record, pendant la période 1989-1992, quatrième étape de la convergence des fécondités européennes.



Ces quatre pays symbolisent les quatre périodes de passage de la fécondité en dessous du niveau de simple remplacement.

© Gérard-François Dumont

Chiffres Eurostat Conseil de l'Europe

La typologie calendaire de l'évolution de la fécondité en Europe

Une révolution démographique

Comment expliquer ces convergences vers de bas niveaux de fécondité dans des pays ayant des histoires démographiques différentes et des spécificités propres ? En fait, si l'on exclut les facteurs socioculturels, l'évolution tient à une révolution démographique et plus précisément à une révolution de la fécondité qui touche les différents pays et plus précisément les différentes

régions – et aussi les villes avant les campagnes – au fur et à mesure qu'elle se diffuse.

Cette révolution tient à l'introduction d'une contraception moderne parfaitement efficace qui modifie totalement le régime de la fécondité.

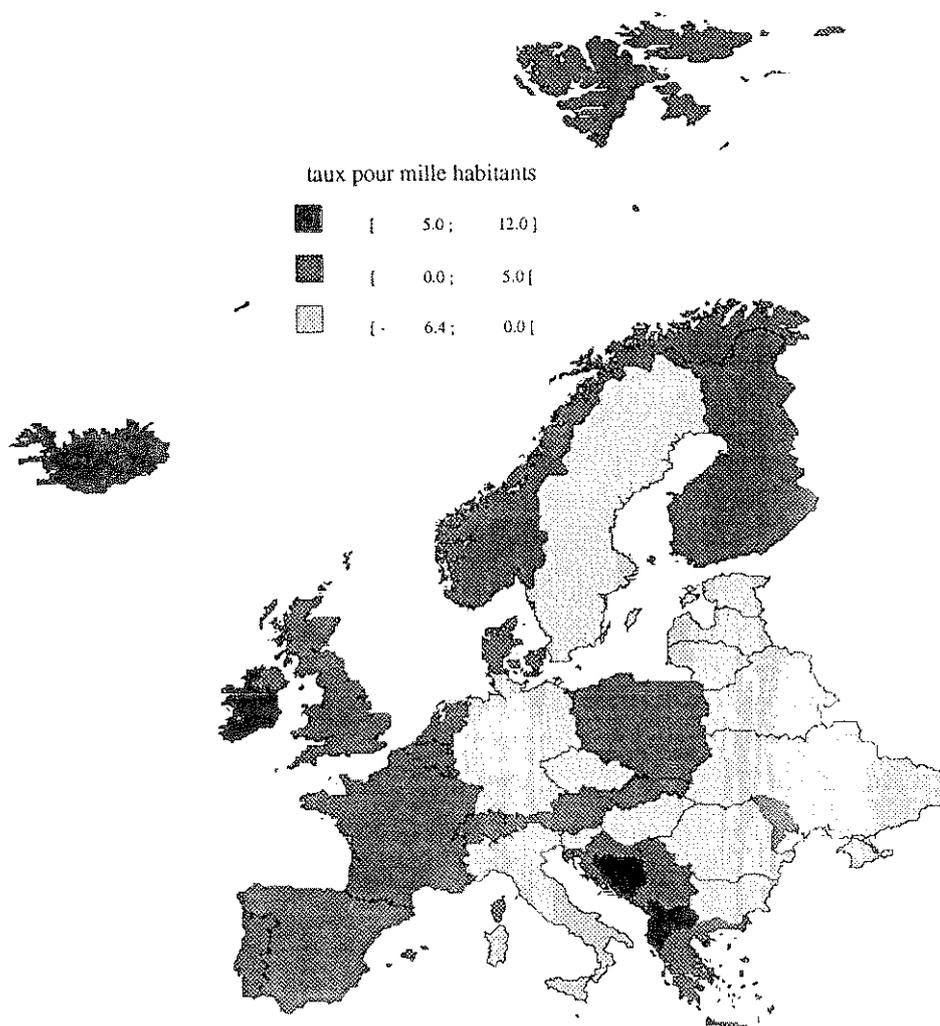
Avant le début des années 1960, la venue des naissances avait un caractère plus ou moins aléatoire : aux nouveau-nés désirés au moment de leur naissance s'ajoutaient ceux venus au monde du fait de l'absence de contraception ou d'une contraception traditionnelle à efficacité limitée (abstinence, coït interrompu, méthode Ogino, préservatif).

La nouvelle contraception médicalisée (pilule, dispositif intra-utérin, stérilisation), de plus en plus largement utilisée depuis les années 1960, permet la maîtrise de la fécondité et du calendrier des naissances et dissocie la sexualité et la procréation. En cas de mauvaise utilisation de la contraception moderne, le recours à un avortement médicalisé est devenu possible, tant dans les pays où il est légalisé que dans la plupart des autres où sa pratique – bien qu'illégal – apparaît généralement possible.

Parallèlement à cette révolution contraceptive, et indépendamment des opinions sur la taille idéale des familles, d'autres facteurs objectifs contribuent à orienter la fécondité à la baisse. Partout en Europe, la durée de la scolarisation – et plus particulièrement de la scolarisation féminine – augmente. La proportion des femmes poursuivant des études dans l'enseignement supérieur s'accroît. Il en résulte logiquement – *ceteris paribus* – un retard de l'âge au mariage et à la maternité : le calendrier des naissances se trouve reporté, et en même temps, c'est le nombre des enfants susceptibles de naître qui diminue, puisque les données biologiques, qui imposent une augmentation de l'infertilité avec l'âge et qui limitent l'âge de la fécondité des femmes, demeurent pratiquement identiques.

Autre facteur : l'activité économique des femmes. Elle a existé de tout temps beaucoup plus qu'on ne le pense, mais dans une

société rurale, agricole, la femme exerçait sur les mêmes lieux des activités familiales et professionnelles, parfois même lorsqu'il s'agissait d'activités artisanales. Dans la société moderne, l'activité professionnelle s'exerce le plus souvent à l'extérieur du foyer, et exige dans de nombreux métiers des déplacements professionnels fréquents. Parvenir à concilier le légitime désir de promotion professionnelle et la fondation d'une famille pose des problèmes complexes, d'autant que la société place la première exigence au même âge que celui où la biologie a instauré la seconde.



Treize pays d'Europe (plus la Russie) enregistrent un accroissement négatif.

c.Gérard-François Dumont - chiffres PRB 1999

Les taux d'accroissement naturel en Europe

Ces facteurs – associés à d'autres – modifient également les conditions de nuptialité qui, à leur tour, concourent à freiner la fécondité. Certes, partout, la fécondité a baissé avant la nuptialité et

donc la cause première du non-remplacement des générations n'est pas l'attitude face au mariage. En revanche, dans un second temps, la crise du mariage favorise le maintien, voire la poursuite de la baisse de la fécondité.

Ce constat s'analyse différemment selon les traits culturels propres à chaque population²⁷. Dans certains pays, le mariage demeure une institution centrale et la venue de naissances hors-mariage reste faible. La baisse des mariages y conduit à limiter automatiquement la fécondité puisque la proportion des naissances légitimes reste très élevée (Espagne 89 %, Italie 92 %, Grèce 97 %).

En revanche, dans les pays du Nord comme la Suède ou le Danemark²⁸, la symbolique du mariage se révèle moins grande, et les naissances hors-mariage sont banalisées dans les textes réglementaires comme dans les faits : 54 % du total des naissances en Suède, 46 % au Danemark. Dans d'autres pays comme la France ou l'Angleterre, la proportion des naissances hors-mariage a fortement augmenté, sans que l'on puisse toutefois constater un phénomène de vases communicants : les naissances hors-mariage ne sont pas assez nombreuses pour se substituer à la baisse des naissances légitimes, et ne la compensent donc que partiellement.

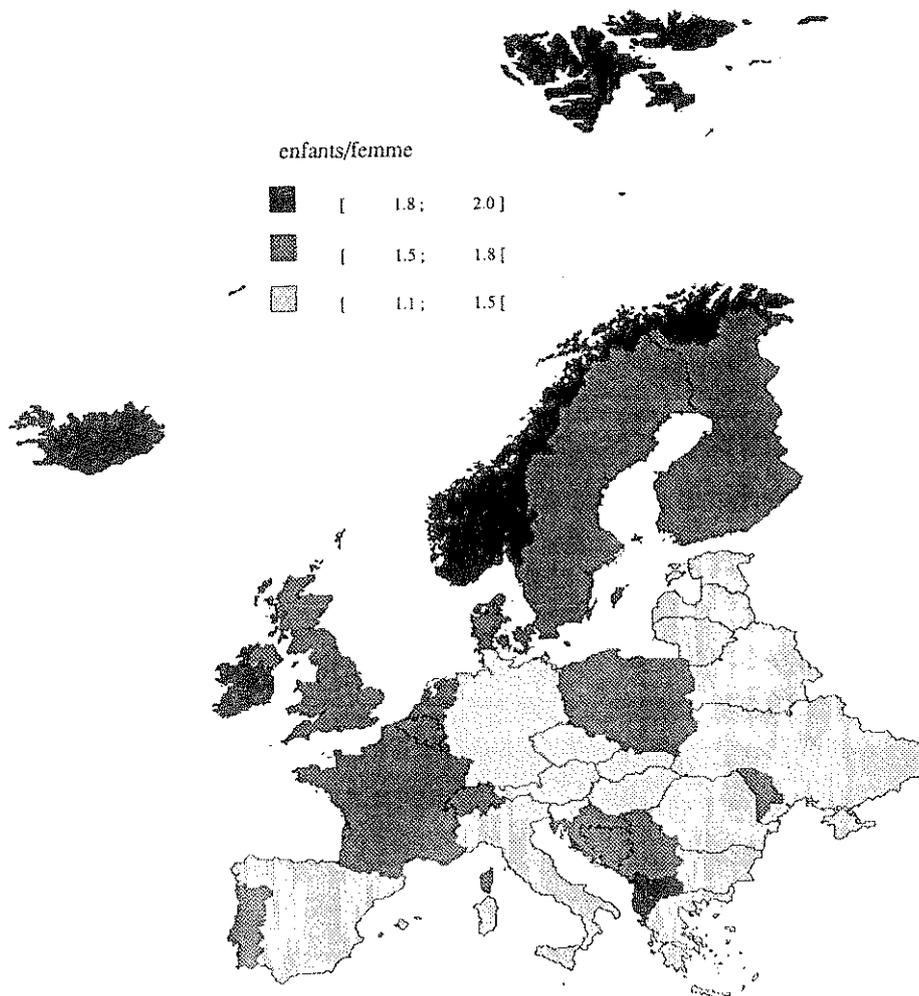
En conséquence, en dépit d'attitudes variées selon les pays européens vis-à-vis de la nuptialité, sa baisse entraîne toujours des effets négatifs sur la fécondité.

La géographie de la faible fécondité

Le non-remplacement des générations se présente aujourd'hui en Europe comme un phénomène général. Mais le niveau de fécondité atteint à la fin du XX^e siècle est loin d'être équivalent selon les pays. Dans certains pays de l'ancienne Europe de l'Est, la baisse dépasse les niveaux les plus bas enregistrés dans d'autres régions européennes. En 1986, l'Italie avait remplacé l'Allemagne comme lanterne rouge de la fécondité dans le monde, avec 1,32 enfant par femme, chiffre qui s'est abaissé jusqu'à 1,18 en 1996. A la fin des années 1990, l'Italie se trouve "concurrencée" pour la dernière

place par divers pays de l'ancien régime soviétique : les fécondités de l'Estonie, de la République tchèque, de la Russie, et de la Slovénie sont estimées à 1,2 enfant par femme, celle de la Lettonie et de la Bulgarie à 1,1.

La géographie de la fécondité en Europe s'étage donc selon trois niveaux, tous inférieurs au remplacement des générations : l'Europe orientale et l'Europe méridionale comptent 1,3 enfant par femme, l'Europe occidentale 1,5 et l'Europe septentrionale 1,7. Dans les États de ces régions, les écarts auparavant importants entre les zones urbaines et les zones rurales sont largement gommés.



c.Gérard-François Dumont - chiffres PRB 1999

La fécondité en Europe

Les taux de natalité annuels européens ont bien entendu enregistré les baisses de fécondité : ils étaient souvent voisins de 18 pour mille dans les années 1950, ils se situent autour de dix à la fin

du XX^e siècle, variant selon la fécondité et le degré de vieillissement des populations de chaque pays. La carte de la natalité correspond donc grosso modo à celle de la fécondité. Le taux se trouve être inférieur à dix pour mille en Estonie, Lettonie, Biélorussie, Bulgarie, République tchèque, Russie, Ukraine, Italie, Slovénie et Espagne. Puis une vingtaine de pays européens enregistrent un taux de natalité compris entre 10 et 12 pour mille. Enfin, les niveaux de natalité les moins faibles, entre 13 et 15 pour mille, se constate en Islande, Irlande, Norvège, Liechtenstein, Luxembourg, Moldavie, Albanie, Bosnie, Macédoine et Malte.

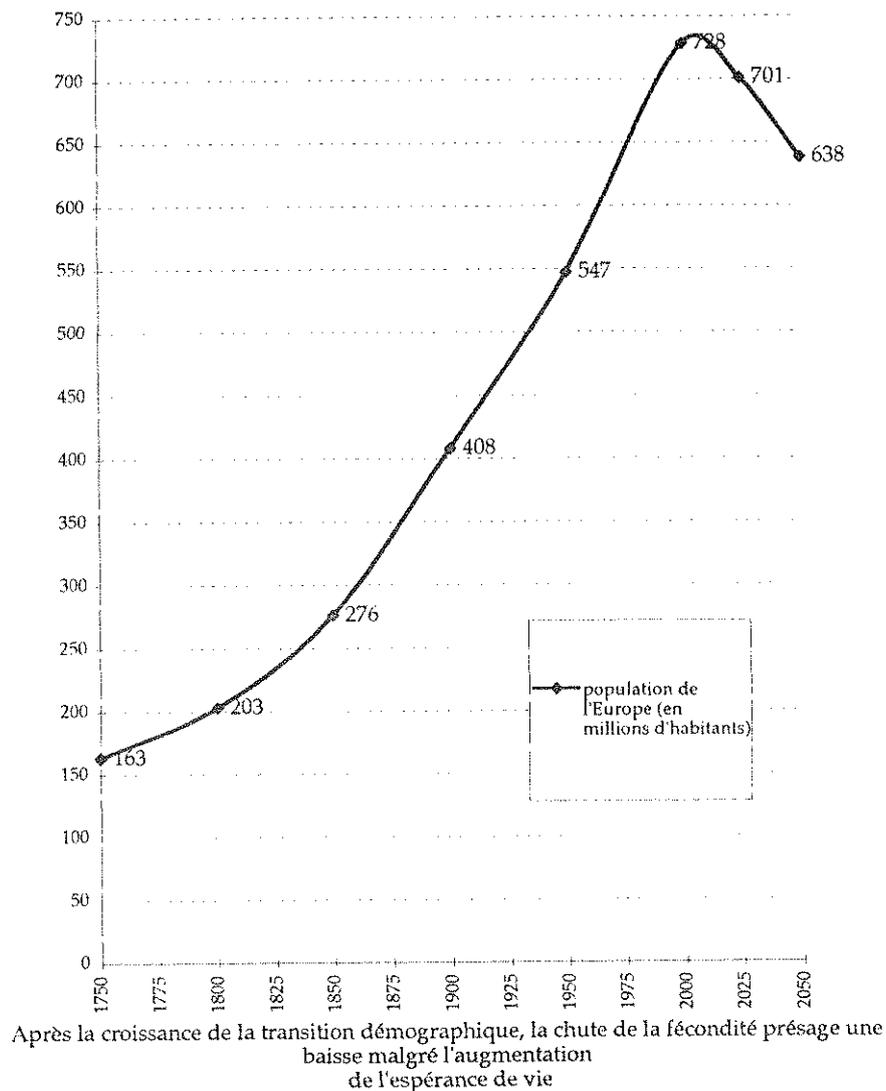
Il convient de noter que le nombre de naissances a généralement moins baissé que la fécondité, car il est le produit, pour une année considérée, des taux de fécondité à chaque âge par les effectifs des générations féminines à âge fécond. Or une baisse de la fécondité peut être compensée, à un moment donné, par une hausse de tels effectifs. Ainsi en France, le nombre de naissances a continué d'augmenter jusqu'en 1973 alors que la fécondité baissait depuis dix ans. Il s'agit là d'un effet d'inertie courant (et fondamental) en démographie.

La baisse générale de l'accroissement naturel

De la combinaison de la natalité et de la mortalité dépend l'accroissement naturel dont les chiffres ont évolué en Europe en trois étapes. Au cours de la première, les peuples germaniques font figure d'exception : l'Allemagne enregistre dès 1972 un excédent des décès sur les naissances, dépassant certaines années 100 000, notamment au gré des variations de fécondité. L'Autriche enregistre un solde négatif des naissances sur les décès de 1975 à 1980, ainsi qu'en 1983, 1985 et 1986. Le Danemark, de son côté, connaît également un léger solde négatif de 1981 à 1988. Les bas chiffres de natalité rétrécissent les bases des pyramides des âges et entraînent une diminution de la population de l'Allemagne, malgré les apports migratoires – principalement turcs. Puis l'implosion soviétique génère une forte immigration des Germaniques résidant auparavant en Pologne, dans les États Baltes, en Biélorussie et en Russie, ce qui compense le solde naturel négatif.

Deuxième étape : l'Allemagne, avec sa singularité d'un excédent des décès sur les naissances se trouve rejointe en 1993 par l'Italie. Cette seconde étape laisse envisager une proche généralisation des déficits dans l'Europe méridionale, car l'excédent des naissances sur les décès baisse avec une régularité presque linéaire en Grèce, en Espagne, et, dans une moindre mesure, au Portugal. L'Espagne connaît d'ailleurs un premier excédent de décès en 1997, ainsi que la Suède.

Simultanément, une nouvelle étape est franchie, car plusieurs pays de l'ex-Empire soviétique, sous l'effet de la baisse de leur fécondité et d'une mortalité relativement élevée, passent au rouge.



chiffres The 1996 Revision
hypothèse moyenne après 2000

© Gérard-François Dumont

*L'évolution de la population de l'Europe
de 1750 à 2050*

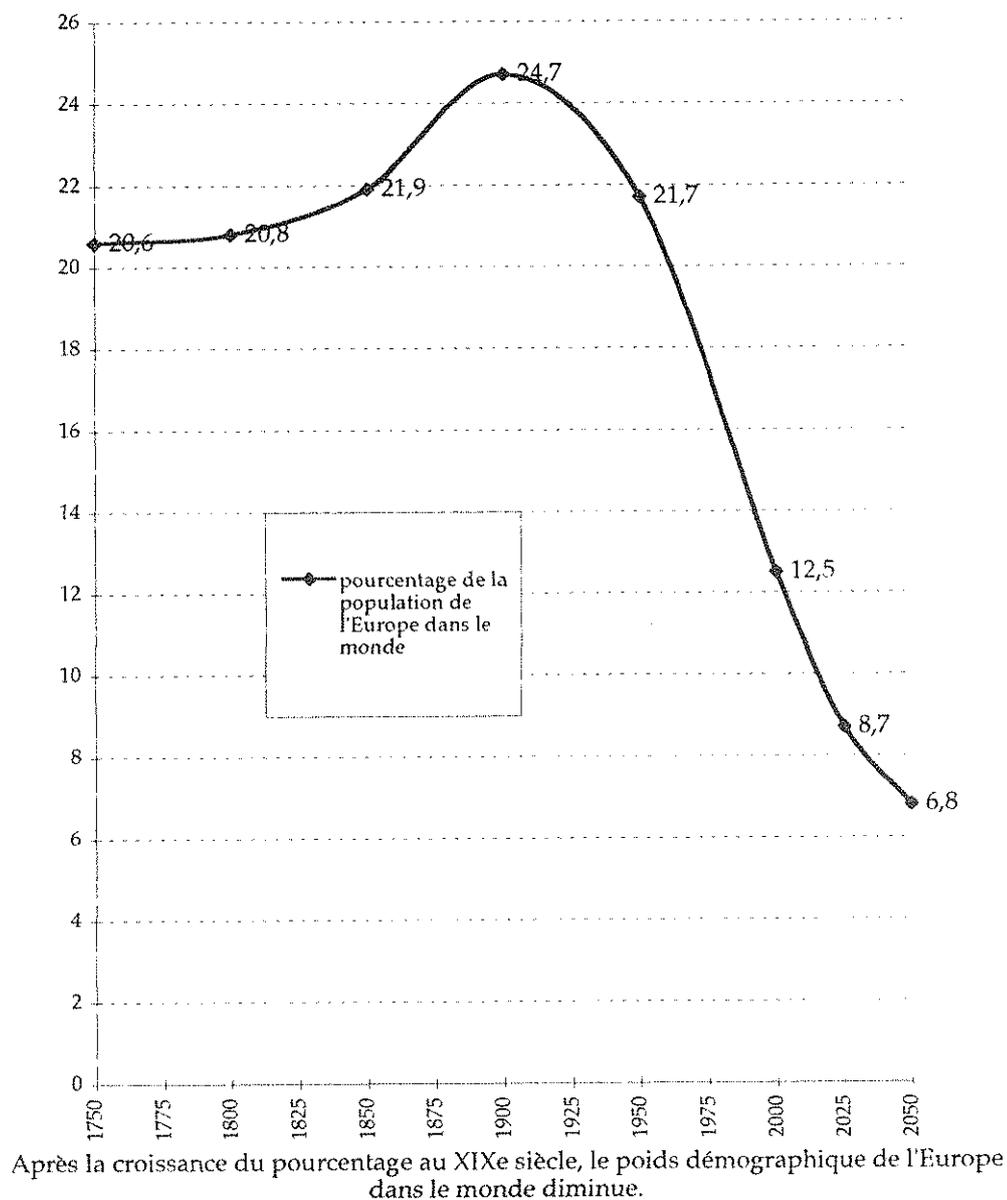
Après ces trois étapes, la géographie du taux d'accroissement naturel en Europe à la fin du XX^e siècle distingue d'abord, parmi ses quarante-deux pays, quatorze pays à accroissement naturel négatif : sept en Europe orientale (Biélorussie, Bulgarie, République Tchèque, Hongrie, Roumanie, Russie et Ukraine), quatre en Europe septentrionale (Estonie, Lettonie, Lituanie et Suède), plus l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Puis vingt-deux autres ont un accroissement naturel situé entre 0 et 5 pour mille. Enfin, quelques pays ont un taux d'accroissement naturel annuel égal ou supérieur à 6 pour mille (Irlande, Islande, Liechtenstein, Albanie, Andorre et Macédoine). Mais tous les pays européens se retrouvent dans une tendance générale à la baisse de l'accroissement naturel.

L'Europe ridée

L'examen des évolutions démographiques en Europe présente un intérêt particulier car on peut considérer ce continent comme un laboratoire de la période posttransitionnelle. La transition démographique s'y trouve en effet terminée, sauf exception, depuis le premier tiers du XX^e siècle. Les signes de vieillissement de l'entre-deux-guerres ont laissé la place au renouveau de l'après-guerre, puis la chute de la fécondité, privée de la création progressive d'un environnement nouveau facilitant une taille idéale de la famille (pratiquement constante : 2,3 enfants par femme), a contribué à réduire la natalité, provoquant le vieillissement par le bas. Enfin les progrès dans l'espérance de vie aux âges élevés entraînent un vieillissement par le haut.

Les aspects les plus visibles du vieillissement sont la diminution des effectifs scolaires, le besoin croissant de services aux personnes, et de structures répondant à des populations âgées en plus grand nombre, et la mise en question des systèmes de retraite puisque le rapport de dépendance des retraités sur les actifs ne cesse d'augmenter. Les réformes de financement des retraites réalisées ou en cours dans les pays d'Europe le sont sous la contrainte du vieillissement. Ils montrent combien les évolutions démographiques ont des effets primordiaux sur la vie des sociétés.

En dépit de certaines convergences, les systèmes démographiques des populations européennes perpétuent, au tournant du millénaire, la division politique qui a prédominé pendant la seconde moitié du XX^e siècle avec en conséquence des divergences importantes. L'Europe est donc en même temps une démographiquement et diverse²⁹ : davantage une par sa faible fécondité et son vieillissement, et davantage diverse par la multiplication de différences dans la géographie de sa population, au niveau national comme infranational.



chiffres The 1996 Revision
hypothèse moyenne après 2000

© Gérard-François Dumont

*La proportion de la population de l'Europe
dans le monde de 1750 à 2050*

Deux questions essentielles restent posées. D'abord, jusqu'à quand les divergences qui ne peuvent s'expliquer que par l'ancienne frontière politique instaurée par l'Union soviétique vont-elles perdurer ? L'effacement partiel de ces divergences peut être mis en parallèle avec la sortie largement entamée, sinon définitive, des conséquences de quarante années de système collectiviste. Ainsi, l'inversion du système migratoire de la République tchèque ou le développement d'une immigration étrangère en Hongrie, l'amélioration des indicateurs de mortalité en République tchèque sont peut-être les marqueurs d'un effacement relatif du système antérieur encore plus important que dans les autres pays de l'Est.

Seconde question : jusqu'où évoluera le vieillissement et la baisse de l'accroissement naturel ? Par exemple, si l'Europe s'alignait en terme d'accroissement naturel sur le "modèle allemand", ce qui est partiellement le cas au tournant du millénaire, le vieux continent verrait s'aggraver progressivement au XXI^e siècle ses déséquilibres démographiques et s'installerait dans un état de dépression démographique dont les conséquences géopolitiques, politiques, économiques et sociales seraient évidemment importantes.

L'enjeu pour demain consiste donc à savoir si la "vieille Europe" va être dominée par le poids démographique des personnes âgées ou, au contraire, si elle sera capable de gérer intelligemment son inévitable vieillissement sous l'effet de dynamiques plus progressistes que celles constatées à la fin du XX^e siècle.

Jacques Dupâquier et Yves-Marie Laulan

ACTES DU COLLOQUE du 10 décembre 1999

La population européenne et ses problèmes

Avec le concours de :

Pierre Messmer, Édouard Bonnefous, Jean Cluzel

Évelyne Sullerot, Gérard-François Dumont, Roland
Hureauux, Gérard Lafay, Pierre Merlin,
Michel Rocard, Jean Thumerelle



Revue de l'Institut de Géopolitique des Populations

N° 1 - 1^{er} trimestre 2000

Le numéro 70 FF